

Vers une nouvelle fracture numérique

Patrick Vande Walle¹

Abstract

Jusqu'il y a quelques années, le développement de l'Internet s'est fait grâce à l'ouverture de ses protocoles et de ses standards. Avec la commercialisation de l'Internet, on constate désormais que cette ouverture va à l'encontre des intérêts économiques de certaines entreprises. En conséquence, elles tendent à essayer de fermer le Réseau ou de construire un nouveau réseau dans le réseau, permettant un meilleur contrôle de ce qui s'y passe.

Until a few years ago, the development of the Internet was due to the openness of its protocols and standards. Now that the Internet has gone commercial, we see that this very openness is seen as nuisance to the economic interests of several companies. As a consequence, these companies try to close the Internet or rather build a new network inside the Internet, offering much better control on what is happening.

L'Internet a bien changé depuis 1986, date de la première réunion de l'IETF². A l'époque, les ingénieurs avaient pour objectif de faire avancer la technologie pour le bien de tous. C'est grâce à l'ouverture et à la gratuité des protocoles et des standards que toute une infrastructure a pu se développer. Qu'on se rappelle, pour mémoire, l'échec des protocoles réseau développés et vendus par l'ISO et dont il ne reste aujourd'hui que quelques bribes dans le protocole LDAP.

En face, les logiciels implémentant les protocoles et normes de l'IETF se sont développés sur le même modèle d'ouverture et de gratuité et constituent, aujourd'hui encore, l'épine dorsale de l'Internet³.

Mais 20 ans après les débuts de l'IETF, le Réseau est devenue la chasse gardée du commerçant, de son conseil juridique et l'ingénieur n'est plus consulté qu'en dernier ressort, pour la mise en place des décisions des deux autres.

1 Président de l'Internet Society Luxembourg, Trustee (Administrateur) de l'Internet Society
Chef de projet en charge des nouvelles technologies de l'information à L'Office des Publications
Officielles des Communautés Européennes.
Ce document a été créé avec OpenOffice

2 <http://www.ietf.org/tao.html#1.1>

3 Citons pour mémoire le serveur DNS Bind, les serveurs de courriels Sendmail, Exim et Postfix. Le serveur web Apache ainsi que les langages PHP, Perl et Python

Les conséquences sont connues. La recherche du profit à très court terme pousse les entreprises comme Amazon à breveter des inventions qui n'en sont pas. Le brevet sur le *one-click shopping* - outre qu'il n'était pas une invention mais une astucieuse utilisation de technologies existantes - était surtout un moyen de brider la concurrence.

Nous pouvons aussi mentionner l'échec du groupe de travail MARID au sein de l'IETF. Le groupe aurait dû développer un standard permettant d'authentifier les serveurs émetteurs de spam. Au bout de quelques mois, les ingénieurs se sont mués en juristes de la propriété intellectuelle afin de voir s'ils pouvaient inclure dans leurs spécification une invention - certes offerte - mais surtout brevetée par Microsoft⁴. En définitive, le groupe préféra se saborder plutôt que de prendre le risque d'inclure une spécification gratuite aujourd'hui mais pouvant devenir payante demain. La stratégie est simple: d'abord appâter le marché avec un produit gratuit. Dès que la part de marché devient importante, on sort le brevet pour réclamer des droits de licences. C'est la tactique qu'à utilisée Unisys avec l'algorithme de compression utilisé pour les fichiers GIF. Le groupe de travail MARID craignait également de s'aliéner les développeurs de logiciels libres, qui restent incontournables dans le domaine de serveurs de courrier électronique.

On constate donc que le développement de l'Internet et sa commercialisation conduit lentement à une nouvelle fracture numérique. Il ne s'agit plus seulement d'une fracture Nord-Sud. Il s'agit d'une fracture entre ceux qui auront telle ou telle technologie propriétaire et ceux qui ne l'auront pas.

Le risque est grand que bientôt nous ayons 2 Internets. L'un sera le Réseau basé sur des normes ouvertes qui offrira le «service minimum». L'autre sera le Net à valeur ajoutée, qui fera la part belle aux technologies propriétaires et imposera le système d'exploitation et les logiciels. Son accès sera impossible à ceux qui auront choisi le service minimum. Un peu comme s'il existait plusieurs réseaux téléphoniques publics, incapables de communiquer entre eux.

Le paradigme a donc changé. Précédemment, l'interopérabilité était vue comme une forte valeur ajoutée. Actuellement, l'interopérabilité est vue comme un risque commercial, qui doit être géré. Il s'agit donc d'utiliser le Réseau suffisamment pour véhiculer le contenu tout en contrôlant strictement son usage, de manière à pouvoir prélever les droits d'auteurs ou de licences. Le Réseau peut aussi contribuer à l'authentification de l'utilisateur final ou des programmes qu'il utilise, avec des technologies comme Palladium.

4 Voir à ce sujet le commentaire de Richard Stallman <http://www.imc.org/ietf-mxcomp/mail-archive/msg02814.html> « *Microsoft's Sender-ID license is directly incompatible with free software regardless of which free software license is used* »

En opérant ces choix technologiques, les acteurs - et particulièrement les décideurs publics - doivent être conscients qu'ils ouvrent la boîte de Pandore. Lorsque l'administration choisit d'imposer des choix restreints de systèmes d'exploitation et de logiciels dans ses services et dans ses réseaux d'enseignement, ils imposent des choix technologiques à toute une population. Pire encore, en ce qui concerne les enfants: ils leur enlèvent toute possibilité de poser des choix éclairés en les éduquant à une seule technologie.

Récemment, le Comité pour la Télématique entre Administrations (TAC) du programme IDA de la Commission européenne a encouragé l'adoption de formats de fichiers ouverts afin de faciliter la communication entre administrations publiques⁵. Devant la lourde insistance de la Commission et après les déboires réglementaires européens de l'entreprise américaine, elle a décidé de rendre public les schémas XML de ses fichiers⁶. Il faut également mentionner que certaines administrations publiques ont implémenté des environnements basés sur des modèles ouverts - concurrents de ceux prônés par Microsoft - et que l'entreprise risquait de perdre des marchés.

L'ouverture de l'Internet est un modèle qu'il faut continuer de défendre. Il y va de l'intérêt collectif. Chacun devrait pouvoir, dès lors qu'il a accès au Réseau, trouver la même information, quelle que soit l'outil qu'il utilise pour se connecter. C'est l'une des missions de l'Internet Society. Dans le cadre du Sommet Mondial sur la Société de l'Information, les enjeux ne sont pas seulement de savoir qui doit assurer la gestion technique de l'Internet. C'est aussi de donner des opportunités égales à tous d'user pleinement du Réseau.

5 <http://europa.eu.int/idabc/en/document/3524>

6 <http://www.microsoft.com/office/xml/response.msp>